

Service des risques naturels et technologiques  
Division canalisations et équipements sous pression  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 31 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MONDELEZ International**

Route de Clisson  
BP 38  
44690 La Haie-Fouassière

Références : SRNT/2025-0706  
Code AIOT : 0006301415

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement MONDELEZ International implanté Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONDELEZ International
- Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière
- Code AIOT : 0006301415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une biscuiterie industrielle produisant, sur plusieurs lignes de production, des biscuits sucrés et salés.

Des appareils sous pression sont présents et exploités dans les installations de production de froid, d'air comprimé et de vapeur du site.

**Thèmes de l'inspection :**

- Suivi en service des équipements sous pression, en particulier les systèmes frigorifiques sous pression contenant de l'ammoniac et autres fluides frigorigènes

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1  | Contrôle de la liste des appareils à pression        | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 5  | Rédaction et approbation d'un plan d'inspection      | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13    | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 6  | Analyse du compte rendu d'inspection périodique      | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17    | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 12 | Attestation de conformité d'intervention             | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30    | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |
| 13 | Reconnaissance et aptitude du personnel conduite ESP | Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 5 I   | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 2  | Dossier d'exploitation des systèmes frigorifiques sous pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I          | Sans objet        |
| 3  | Vérification initiale d'un système frigorifique sous pression   | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Annexe 2 2.  | Sans objet        |
| 4  | Contenu des plans d'inspection CTP systèmes frigorifiques       | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13           | Sans objet        |
| 7  | Fréquences requalifications et inspections périodiques sans PI  | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I et 18.I | Sans objet        |
| 8  | Analyse du compte rendu de requalification périodique           | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25           | Sans objet        |
| 9  | Fréquences requalifications et inspections périodiques avec PI  | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13           | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 10 | Contrôle de la plaque d'identification des ESP    | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI | Sans objet        |
| 11 | Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24   | Sans objet        |
| 14 | Contrôle des accessoires de sécurité              | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant réalise le suivi en service des équipements sous pression du site, plus particulièrement celui des installations frigorifiques sous pression avec la mise en œuvre de plans d'inspection. Des actions correctives et les justificatifs associés sont attendus :

- suite à l'inspection périodique non satisfaisante d'une installation de réfrigération,
- sur la conformité des modifications de l'installation de réfrigération à l'ammoniac réalisées en 2024-2025,
- les plans d'inspection des installations de réfrigération,
- la mise à jour de la liste des appareils à pression,
- la formalisation de la reconnaissance de l'aptitude à la conduite du personnel intervenant sur les appareils à pression.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La liste des appareils à pression a été fournie le 29/09/2025 par l'exploitant en préparation de l'inspection.</p> <p>Elle ne précise pas le régime de surveillance : avec ou sans plan d'inspection. Il a été constaté pendant l'inspection que les systèmes frigorifiques sous pression sont suivis avec plans d'inspection et les équipements sous pression d'air comprimé et de vapeur sont suivis sans plan d'inspection.</p> <p>Pour les onglets concernant la vapeur et l'air comprimé, contrairement à l'onglet pour les systèmes frigorifiques sous pression, la liste des appareils à pression ne comportait pas le type d'équipement : récipient, tuyauterie ou générateur de vapeur. Dans la liste mise à jour fournie le 17/10/2025 par l'exploitant à la suite de l'inspection, le type d'équipement a été ajouté pour les équipements sous pression de vapeur et d'air comprimé.</p> <p>L'onglet des équipements sous pression de vapeur a été complété par des récipients de type</p> |

"vases d'expansion" et "réserve tampon" avec des informations qui restent à compléter "date de dernière inspection" et "date de dernière requalification". Concernant le fluide, il est indiqué qu'il s'agit d'un mélange "air-eau" pour les vases d'expansion et d'eau pour les réserves tampon. Ces équipements n'ont pas été vus pendant la visite des installations.

Il est rappelé que, selon l'article R.557-14-1 du code de l'environnement, les équipements concernés par le suivi en service sont des équipements sous pression, définis aux articles R.557-9-1 et R.557-9-2 du même code, et des récipients à pression simples, définis aux articles R.557-10-1 et R.557-10-2 du même code, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :

1° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 1 dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 50 bars.litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 200 bars ;

2° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 2 autre que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée, dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars.litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à :

a) 2,5 bars s'il s'agit d'appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

b) 4 bars pour les autres récipients ;

3° Les récipients de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars.litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre ;

4° Les générateurs de vapeur dont le volume V est supérieur à 25 litres ;

5° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 1, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 ou dont le produit PS x DN de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 1 000 bars, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 25 ;

6° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 2, y compris la vapeur d'eau et l'eau surchauffée, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 et le produit PS x DN de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 3 500 bars.

#### Documents consultés

- liste des appareils à pression transmise le 29/09/2025 et mise à jour transmise le 17/10/2025

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit modifier sa liste des équipements sous pression afin qu'elle fasse apparaître le régime de surveillance : avec ou sans plan d'inspection.

L'exploitant doit confirmer que les récipients de type "vase d'expansion" ou "réserve tampon" sont soumis au suivi en service au titre des équipements sous pression et le cas échéant, réaliser les contrôles réglementaires associés. La liste des équipements sous pression mise à jour et les justificatifs de réalisation des contrôles sont fournis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 2 : Dossier d'exploitation des systèmes frigorifiques sous pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Equipements sous pression

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier

comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

CTP du 23/07/2020 §A.7.2

[...]

un registre (qui peut être unique pour un système frigorifique) où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives :

- aux différents contrôles (VI, IP, RP, examens complémentaires),
- aux incidents,
- aux événements (remplacement de soupape, test de pressostats ...)
- aux réparations ou modifications ;

[...]

#### **Constats :**

La consultation des documents par sondage pendant l'inspection a montré que l'exploitant a constitué des dossiers d'exploitation (formats informatique et papier selon les cas) pour les équipements sous pression soumis au suivi en service.

#### *Justificatifs concernant les équipements relevant du chapitre B du CTP du 23/07/2020*

La déclaration de conformité de la bouteille BP n°6901 (PS 12 bar, V=4400 l) du 18/10/2024 disponible dans le dossier de l'équipement précise que l'équipement a été conçu et éprouvé suivant les dispositions spécifiques du §B.2 du CTP du 23/07/2020.

#### *Justificatifs concernant les tuyauteries*

Les condenseurs adiabatiques CD11 et CD12 sont considérés comme des tuyauteries relevant du chapitre D du CTP du 23/07/2020. La déclaration de conformité du fabricant FRITERM de l'échangeur de chaleur n°2024/1259-01 001, 01 002, 02 001, 02 002 confirme qu'il s'agit de tuyauterie (DN80, PS 20 bar). Il est relevé que cette déclaration n'est pas datée.

La déclaration de conformité des tuyauteries HP (TY01-2A à 2E) et BP (TY01-2F à 2K) de la salle des machines ammoniac a également été fournie lors de l'inspection.

#### Documents consultés

- bouteille BP n°6901 : déclaration de conformité du fabricant du 18/10/2024 (selon la directive 2014/68/UE), déclaration de mise en service n°388948
- déclaration de conformité du fabricant de l'échangeur de chaleur tuyauterie n°2024/1259-01 001, 01 002, 02 001, 02 002 (non datée) selon la directive 2014/68/UE

- déclaration de conformité du fabricant selon la directive 2014/68/UE des tuyauteries frigorifiques 4N270031-TY01-2A/2B/2C/2D/2E/2F/2G/2H/2I/2J/2K du 17/02/2025  
- groupe YMPA n°50532D44766627 : déclaration de conformité de l'ensemble selon la directive 2014/68/UE du 05/09/2024

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Vérification initiale d'un système frigorifique sous pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Annexe 2 2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Equipements sous pression

**Prescription contrôlée :**

Cahier technique professionnel (CTP) pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23/07/2020 approuvé par décision BSERR n°20-037 du 19/08/2020

**A.1 vérification initiale**

La vérification initiale est réalisée sous la responsabilité de l'exploitant par une personne habilitée à réaliser les opérations de contrôle prévues. Elle a pour but de s'assurer que :

- l'ensemble des vérifications réalisées sur les équipements sous pression correspondent à celles du contrôle de mise en service définies à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 ;
- toutes les dispositions prévues dans le plan d'inspection pourront être mises en oeuvre le moment venu.

La VI est réalisée avant la date de première mise en service du système frigorifique ou d'un équipement remplacé ou ajouté. En cas de remplacement ou d'ajout d'un récipient ou d'une tuyauterie, la VI porte au minimum sur le nouvel équipement. Cette vérification initiale vaut CMS. La personne habilitée (AM 20/11/2017 art 11 §I) vérifie le respect des dispositions suivantes :

A.1.1 Dispositions applicables aux récipients et aux tuyauteries (cf. CTP)

A.1.2 Compte rendu de vérification initiale

La personne habilitée qui a réalisé ces opérations établit et signe un compte rendu de vérification initiale. Ce compte rendu atteste de la conformité du contrôle. Il est conservé par l'exploitant pendant la durée de vie des équipements sous pression et est annexé au dossier d'exploitation. La personne habilitée a la possibilité de n'établir qu'un seul compte-rendu de vérification initiale (AM20/11/2017 art. 11 §II), en y faisant figurer, ou en annexant à celui-ci, la liste des équipements soumis l'AM du 20/11/2017, avec leur type, leur numéro de fabrication, leur(s) volume(s), leur(s) PS, et le chapitre du présent CTP qui leur est appliqué, ainsi que la liste des accessoires de sécurité associés. En cas de non-conformité ou de résultat non satisfaisant, il est précisé, dans la colonne « observations », la référence de l'équipement concerné et le motif de la non-conformité. L'exploitant est informé, par la personne habilitée ayant réalisé la vérification initiale, des éventuelles non conformités constatées. Il atteste de la prise de connaissance de ces informations par exemple en contresignant le compte rendu de visite. Les non-conformités au plan d'inspection entraînant une altération du niveau de sécurité sont corrigées immédiatement. Si une correction immédiate n'est pas possible, le système est mis à l'arrêt par l'exploitant. Les autres non-conformités font l'objet d'une programmation pour remise à niveau. Ces corrections sont consignées dans le dossier d'exploitation. [...]

Le résultat satisfaisant de cette vérification initiale conditionne l'application des dispositions du présent CTP.

**Constats :**

Les comptes rendus de vérification initiale des séparateurs d'huile des compresseurs CP1, CP2, CP3 et CP4 ont été fournis et conduisent à une conclusion satisfaisante. Concernant le séparateur d'huile CP1 SECATH n°1468 (V = 55 l, PS 20 bar), il est relevé une incohérence entre la date de vérification initiale indiquée au 15/02/2023 sur le compte rendu et la date de signature du compte rendu au 27/01/2022.

Suite à la modification de l'installation de réfrigération à l'ammoniac en 2024, une vérification initiale concernant l'ensemble des équipements de cette installation a été réalisée le 17/02/2025 et conclut à un résultat satisfaisant.

La vérification initiale du groupe YMPA n°50532D44766627 réalisée le 2/01/2025 conduit à une conclusion satisfaisante (cf. compte rendu n°4N270031/VI YMPA).

Documents consultés

- liste des équipements sous pression soumis au suivi en service mise à jour du 17/10/2025

*salle des machines ammoniac*

- déshuileur/séparateur compresseur 1 SECATH n°1468 : compte rendu de vérification initiale n°S1002/23/043 signé le 27/01/2022
- déshuileur/séparateur compresseur 2 PBI n°27282 : compte rendu de vérification initiale n°S1002/23/043 signé le 16/02/2023
- déshuileur/séparateur compresseur 3 SECATH n°1459 : compte rendu de vérification initiale n°S1002/23/043 signé le 27/01/2022
- déshuileur/séparateur compresseur 4 Chaudronnerie de l'Atlantique n°11254B : compte rendu de vérification initiale n°S1002/22/003 signé le 27/01/2022
- compte rendu de vérification initiale n°4N270031/VI SDM NH3 du 17/02/2025

*groupe YMPA n°50532D44766627*

- compte rendu de vérification initiale n°4N270031/VI YMPA du 02/01/2025

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Même si la vérification initiale effectuée suite aux modifications de 2024 de la salle des machines ammoniac a concerné tous les équipements de cette salle soumis au suivi en service au titre des équipements sous pression, l'exploitant doit clarifier la date de vérification initiale du séparateur d'huile CP1 SECATH n°1468 qui apparaît dans la liste.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Contenu des plans d'inspection CTP systèmes frigorifiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection

**Prescription contrôlée :**

Article 13

I. - Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles.

[...]

Un plan d'inspection couvre un équipement individuel ou un lot d'équipements ayant des caractéristiques de fabrication et des conditions d'exploitation homogènes.

II. - Le plan d'inspection comporte un examen visuel régulier des accessoires de sécurité, des accessoires sous pression, ainsi que des dispositifs de régulation et de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3. [...]

IV. - Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2 [...]

**CTP du 23/07/2020 - A.8 plan d'inspection (PI) et annexe 1 PI générique d'un système frigorifique**

Le PI générique liste les points qui sont au minimum repris dans le PI propre à chaque système frigorifique sous pression.

**Constats :**



|  |
|--|
| <p>Les plans d'inspection des systèmes frigorifiques sous pression consultés ont été élaborés suivant le plan d'inspection générique du CTP du 23/07/2020.</p> <p>Ils comprennent les informations précisées dans le CTP.</p> <p>Pour les plans d'inspection de la chambre froide Profroid et de la salle des machines ammoniac, il est relevé que l'expression "listées dans le tableau des points 3 et 4 ci-dessus" indiquée à plusieurs reprises et copiée-collée du PI générique n'est pas bonne car la numérotation du plan d'inspection spécifique est différente de celle du plan d'inspection générique et il s'agit du tableau des points 4 et 5 du plan d'inspection spécifique. Par ailleurs il est noté une erreur de numérotation de paragraphe dans les actions de surveillance (§6) pour la requalification périodique (5.3 au lieu de 6.3) et examens complémentaires (5.4 au lieu de 6.4).</p> <p>D'après le compte rendu de vérification initiale 4N270031/VI SDM NH3 du 17/02/2025, le plan d'inspection de la salle des machines ammoniac a été modifié suite à la modification des installations réalisée en 2024-2025 avec le remplacement d'un condenseur évaporatif par deux condenseurs adiabatiques et la modification des tuyauteries de l'installation. Il porte la référence 4N270031-PI01 sur le compte rendu de VI mais n'a pas été consulté pendant l'inspection ni fourni à la suite.</p> <p><u>Documents consultés</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- salle des machines ammoniac : plan d'inspection référence PI GF NH3 révision 0 du 25/01/2022, compte rendu de vérification initiale 4N270031/VI SDM NH3 du 17/02/2025</li> <li>- chambre froide Profroid ensemble profroid n°171731/130/52613 : plan d'inspection référence PI GF CHAMBRE FROIDE révision 0 du 15/09/2022</li> <li>- groupe YMPA n°50532D44766627 : plan d'inspection référence 4N270031-PI02 du 02/01/2025</li> </ul> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer qu'il dispose du plan d'inspection en vigueur pour la salle des machines ammoniac et qu'il l'a validé.</p> <p>Les plans d'inspection des systèmes frigorifiques sous pression devront aussi être corrigés pour tenir compte des remarques ci-dessus.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|--|

## N° 5 : Rédaction et approbation d'un plan d'inspection

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 13</p> <p>[...]</p> <p>VII. - Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.</p> <p>Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code.</p> <p>La mise en œuvre effective du plan d'inspection est surveillée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- directement par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ou sous sa responsabilité ;</li> <li>- par l'exploitant lorsque le plan d'inspection le prévoit explicitement.</li> </ul> <p>Un plan d'inspection est modifiable dans les conditions fixées dans le guide ou au cahier</p> |

technique professionnel mentionné au IV du présent article. La modification est tracée.  
Si l'équipement change d'exploitant, le plan d'inspection est transféré avec la documentation. Le nouvel exploitant peut choisir de l'appliquer si les conditions d'exploitation sont identiques, d'élaborer un nouveau plan d'inspection, ou de suivre l'équipement selon le chapitre II du présent titre. [...]

#### **CTP du 23/07/2020 - A.8 PLAN D'INSPECTION**

Le plan d'inspection définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour chaque système frigorifique. L'examen est réputé complet si l'ensemble des opérations prévues dans le plan d'inspection a été réalisé. Celui-ci est rédigé conformément au présent CTP mis en cohérence avec le document GGPI 2019-01révision 011 sous la responsabilité de l'exploitant par une personne habilitée. La personne habilitée qui rédige le PI a pris connaissance et applique les préconisations liées au risque pression de la ou des notice(s) d'instructions du ou des fabricant(s) du système frigorifique concerné.

Le PI est réputé applicable et d'application à la date de signature par l'exploitant.

Il est mis en oeuvre par l'exploitant :

- avant la vérification initiale
- ou, pour les équipements déjà en service, avant la prochaine échéance (IP ou RP)
- ou, pour les SIR, selon leurs procédures internes.

Il est approuvé par un organisme habilité lors de la première requalification périodique qui suit sa date d'application ou lors de la première requalification périodique qui suit chaque modification de ce PI. Quand le plan d'inspection déroge à une ou plusieurs exigences de la notice d'instructions, celui-ci est soumis à l'approbation d'un OH avant la prochaine échéance (VI, IP ou RP).

#### **Constats :**

Les plans d'inspection des systèmes frigorifiques sous pression sont rédigés par une personne compétente mais celle-ci n'a pas été systématiquement désignée par l'exploitant : cas pour le plan d'inspection du groupe YMPA n°50532D44766627 même si le titre d'habilitation de la personne ayant rédigé le plan d'inspection a été vu pendant l'inspection et porte sur la rédaction du plan d'inspection (RPI).

Le plan d'inspection de la salle des machines ammoniac a été approuvé le 16/02/2023 par un organisme habilité selon les informations figurant sur l'attestation de requalification périodique du 28/07/2023. Les documents d'approbation du plan d'inspection n'ont pas été vus pendant l'inspection.

D'après le compte rendu de vérification initiale 4N270031/VI SDM NH3 du 17/02/2025, une mise à jour ou un nouveau plan d'inspection a été élaboré pour cette salle des machines ammoniac : référence 4N270031-PI01 du 02/01/2025 différente de PI GF NH3 révision 0 consulté. Celui-ci n'a pas été vu lors de l'inspection et n'a pas été fourni.

Le plan d'inspection du groupe YMPA n°50532D44766627 référence 4N270031-PI02 du 02/01/2025 n'est pas signé par l'exploitant.

#### **Documents consultés**

- salle des machines ammoniac : plan d'inspection référence PI GF NH3 révision 0 du 25/01/2022, attestation de requalification périodique n°753912 du 28/07/2023, compte rendu de vérification initiale 4N270031/VI SDM NH3 du 17/02/2025

- chambre froide Profroid ensemble profroid n°171731/130/52613 : plan d'inspection référence PI GF CHAMBRE FROIDE révision 0 du 15/09/2022

- groupe YMPA n°50532D44766627 : plan d'inspection référence 4N270031-PI02 du 02/01/2025, titre d'habilitation "pression" du 01/01/2021 (dans le cadre du CTP "systèmes frigorifiques" du 23/07/2020) et de reconduction du 02/01/2025 au 31/12/2025 de l'intervenant de la société frigoriste ayant rédigé le plan d'inspection

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit désigner les personnes compétentes pour la rédaction des plans d'inspection.

|  |
|--|
| Il doit signer les plans d'inspection afin de les rendre applicables.  |
| Il doit s'assurer qu'il a validé la dernière version du plan d'inspection de l'installation de réfrigération à l'ammoniac et devra le faire approuver par un organisme habilité. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

#### N° 6 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</li> <li>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</li> </ul> <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p> <p><b>CTP des systèmes frigorifiques sous pression du 23/07/2020 - A.2.2. Contenu de l'inspection périodique</b></p> <p><b>A.2.2.1 Vérification documentaire</b></p> <p>Elle consiste en la consultation du dossier d'exploitation pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier la présence et l'exactitude des documents ;</li> <li>• prendre notamment connaissance des anomalies détectées lors de la précédente échéance réglementaire, ou éventuellement survenues depuis cette échéance, des mesures correctives mises en oeuvre et des modifications apportées (par exemple remplacement d'accessoires de sécurité, réparations ou modifications sur le circuit frigorifique, changement des conditions de fonctionnement, changement de fluide frigorigène, etc.).</li> </ul> <p><b>A.2.2.2 Contrôles visuels (AM 20/11/2017 art. 13 §VI 1er et 3ème tirets)</b></p> <p>L'inspection périodique de l'équipement, de ses accessoires de sécurité et de ses accessoires sous pression prévoit les contrôles visuels externes pour détecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tout défaut du calorifuge : <ul style="list-style-type: none"> <li>o glace en surface ;</li> <li>o condensation avec ruissellement ;</li> <li>o chocs externes.</li> </ul> </li> <li>• tout défaut de la paroi de l'équipement non calorifugé : <ul style="list-style-type: none"> <li>o corrosion atmosphérique (absence de perte d'épaisseur). La corrosion de type fleur de rouille est acceptée car elle n'engendre pas de perte d'épaisseur ;</li> <li>o chocs externes ;</li> </ul> </li> </ul> |

- o trace de fuite de fluide frigorigène ou d'huile ;
- tout défaut du supportage de l'équipement ;
- toute vibration anormale.

Pour les parties calorifugées ou protégées contre la corrosion (par exemple bande grasse, peinture ...), le contrôle visuel précédent s'applique à l'enveloppe extérieure. Seules les parties amovibles du calorifuge sont à retirer. La protection anticorrosion n'est pas retirée.

L'humidité ou le gel en service pouvant être sources de corrosion, une attention particulière est portée aux équipements présentant de tels phénomènes.

Si une formation anormale d'humidité ou de gel est observée, une investigation complémentaire est mise en oeuvre (exemples : thermographie, décalorifugeage de la zone concernée,...). Cette investigation complémentaire n'est pas nécessaire pour les équipements ayant les caractéristiques suivantes :

- en acier, revêtu d'une protection « frigorifuge » (mousse compacte étanche à l'eau) ;
- en acier, revêtu de bande grasse de protection contre l'humidité, calorifugés ou non ;
- en inox ou en cuivre.

#### A.2.2.3 Contrôles des accessoires de sécurité (AM 20/11/2017 art. 13 §VI 2ème tiret)

- Correspondance avec les types et modèles déclarés ou prévus à l'origine ou, en cas de remplacement des accessoires de sécurité, justification du dimensionnement et examen des nouvelles déclarations de conformité et de tout document utile (AM 20/11/2017 art. 22 a et b) ;
- Contrôle des caractéristiques avec conditions maximales admissibles (PS, TS) ;
- Vérification des pressostats de sécurité HP identifiés comme accessoires de sécurité :
  - o absence de trace d'intervention sur le dispositif de réglage (intégrité du plombage, du cadénassage, du point de cire, de vernis, ...) ;
  - o contrôle visuel (état des contacts électriques, état des capots) (AM 20/11/2017 art. 22 e)
- Vérification des soupapes ;
  - o intégrité du plombage ;
  - o contrôle visuel de l'étanchéité (le cas échéant : présence du bouchon en plastique, absence de trace d'huile, indicateur de décharge, ...) ;
  - o contrôle visuel de la non obturation de l'échappement ;
  - o absence d'obstacles (cales de transport, bridages, ...) susceptibles d'entraver le fonctionnement des accessoires de sécurité (AM 20/11/2017 art. 22 c) ;
  - o vérification des dispositions prises pour protéger le personnel des émissions dangereuses susceptibles d'être rejetées par les accessoires de sécurité.

#### C.3.3 Contenu de l'inspection périodique

En plus des opérations décrites au Chapitre A, le système frigorifique fait l'objet des vérifications suivantes :

##### C.3.3.1 Vérification de l'état du ou des condenseurs du système frigorifique :

- sur l'air
  - absence de colmatage des surfaces d'échange ;
  - bon état de l'échangeur (non écrasement des ailettes...)
  - bon état de fonctionnement des ventilateurs.
- sur l'eau ou autre fluide de refroidissement :
  - contrôle de l'écart de température ou de la perte de charge entre l'entrée et la sortie par rapport aux données du fabricant.

##### C.3.3.2 Contrôle de l'absence des gaz incondensables

Contrôle direct ou indirect d'absence de gaz incondensables ou inabsorbables dans le frigorigène gazeux du côté haute pression du système frigorifique sous pression.

Nota : Lors de l'inspection périodique, l'exploitant justifie que la plus ancienne des opérations suivantes a moins de 12 mois :

- vérification de l'état du condenseur ;
- contrôle de l'absence des gaz incondensables.

#### Constats :

La dernière inspection périodique du générateur de vapeur n°7951 (11 VP CHA 201) a été réalisée par un organisme habilité le 15/04/2024 et a conduit à un résultat satisfaisant. Dans la liste des équipements sous pression, l'exploitant a retenu la date du 28/05/2024 comme date de dernière

inspection périodique qui correspond à la date de vérification du fonctionnement satisfaisant des accessoires de sécurité. Ce point n'appelle pas de remarque.

La dernière inspection périodique de l'ensemble Profroid n°171731/130/52613 a été réalisée le 1/10/2025 et a conduit à un résultat satisfaisant. Il est relevé que le compte rendu d'inspection périodique indique une référence de plan d'inspection "PI GF SODIFRI REV.0" différente de la référence figurant sur le plan d'inspection fourni le 27/10/2025 "PI GF CHAMBRE FROIDE révision 0" et validé par l'exploitant le 15/09/2022.

La dernière inspection périodique de l'ensemble Profroid n°167552/130/51166 a été réalisée le 1/10/2025 et a conduit à un résultat non satisfaisant pour le motif "défaut ou dégradation inacceptable": "présence d'une forte corrosion au niveau du piquage de la soupape (bouteille anti-coup liquide). Piquage proche du percement, c'est le filetage qui fait office d'étanchéité. Demande mise à l'arrêt de l'équipement. L'exploitant indique qu'il a mis l'installation hors exploitation. Pendant la visite des installations le 2/10/2025, l'inspectrice des installations classées a effectivement constaté que l'équipement TECNAC n°DAL-1653-13 avait été mis hors exploitation. Le compte rendu d'inspection périodique transmis le 17/10/2025 n'a pas été contre-signé par l'exploitant.

Pour l'installation frigorifique à l'ammoniac, la dernière inspection périodique a été réalisée le 22/09/2025 (compte rendu consulté pendant la visite mais non transmis). Des équipements relevant du chapitre C, les justificatifs de contrôle de l'état du ou des condenseurs du système frigorifique et de contrôle de l'absence des gaz incondensables ont été demandés mais n'ont pas été trouvés pendant l'inspection ni fournis ensuite.

#### Documents consultés

- liste des appareils à pression transmise le 29/09/2025 et mise à jour transmise le 17/10/2025
- générateur de vapeur n°7951 : compte rendu d'inspection périodique n°21969982/S1.1.A.IP du 28/06/2024
- ensemble profroid n°171731/130/52613 : compte rendu d'inspection périodique n°28661606/2.1.1.R du 01/10/2025
- ensemble profroid n°167552/130/51166 : compte rendu d'inspection périodique n°28661606/2.1.2.R du 01/10/2025
- récipient d'air n°68977 : compte rendu d'inspection périodique n°28661606/3.1.1.IP du 07/10/2025

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Même si l'exploitant a bien eu connaissance des conclusions de l'inspection périodique de l'ensemble profroid n°167552/130/51166, comme le compte rendu comporte plusieurs observations, l'exploitant doit le contresigner. L'exploitant précise les suites données à ce contrôle réglementaire (résultat favorable d'un nouveau contrôle, contrôle après l'intervention). Il met à jour la liste des appareils à pression pour le récipient n°DAL-1653-13 rayé dans la liste transmise le 17/10/2025 en précisant si cet équipement est hors exploitation ou continue à être suivi en service.

L'exploitant veille à la cohérence des comptes rendus des opérations de contrôle réglementaire et s'assure que les références indiquées sont les bonnes.

L'exploitant doit disposer dans le dossier des équipements des justificatifs de contrôle de l'état du ou des condenseurs et de l'absence de gaz incondensables pour les équipements sous pression relevant du chapitre C du CTP du 23/07/2020. Il fournit les justificatifs concernant l'installation de réfrigération à l'ammoniac.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Fréquences requalifications et inspections périodiques sans PI**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I et 18.I  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 15<br>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.<br>La période maximale est fixée au maximum à :<br>[...] 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.<br>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,<br>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.<br><br>Article 18<br>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :<br>[...]<br>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;<br>[...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. |
| <b>Constats :</b><br>Le récipient d'air CORDIVARI n°68977 était en retard d'inspection périodique le jour de l'inspection d'après la liste des appareils à pression (échéance 03/01/2023). L'exploitant a indiqué que l'inspection et le compte rendu était en cours. L'inspection périodique a été réalisée le 7/10/2025 et le compte rendu indiquant une conclusion satisfaisante fourni le 17/10/2025.<br><br>La dernière liste transmise le 17/10/2025 fait apparaître de possibles retards d'inspections et de requalifications périodiques pour les vases d'expansion et réserves tampon recensés dans l'onglet "vapeur" de la liste (cf. point de contrôle n°1 pour la demande d'action corrective).<br><br><u>Documents consultés</u><br>- liste des appareils à pression transmise le 29/09/2025 et mise à jour transmise le 17/10/2025<br>- récipient d'air CORDIVARI n°68977 : compte rendu d'inspection périodique n°28661606/3.1.1.IP du 7/10/2025  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 8 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification |

périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;

- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

#### **Constats :**

Le générateur de vapeur n°7951 a fait l'objet de sa dernière requalification périodique prononcée le 03/11/2022.

L'installation frigorifique de la salle des machines ammoniac a fait l'objet de sa dernière requalification périodique satisfaisante le 28/07/2023. Cette requalification périodique a concerné les 4 séparateurs d'huile des compresseurs CP1 (SECATH, n°1468), CP2 (PBI, n°27282), CP3 (SECATH, n°1459) et CP4 (Chaudronnerie de l'Atlantique, n°11254B), seuls équipements qui figurent encore dans la liste des équipements sous pression du site pour la salle des machines ammoniac suite aux modifications de 2024.

#### Documents consultés

- générateur de vapeur n°7951 : attestation de requalification périodique n°276882 du 03/11/2022

- salle des machines ammoniac : attestation de requalification périodique n°753912 du 28/07/2023

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 9 : Fréquences requalifications et inspections périodiques avec PI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

#### **Prescription contrôlée :**

Article 13

[...] V. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la mise en service ou de la dernière requalification périodique.

Les plans d'inspection ne peuvent pas prévoir des intervalles séparant deux inspections ou deux requalifications périodiques consécutives supérieurs à, respectivement, 6 et 12 ans, à l'exception des tuyauteries pour lesquelles :

- la période maximale entre les inspections périodiques est laissée à l'initiative de l'exploitant dans le cadre de ses procédures ;

- la période maximale entre les requalifications périodiques est définie dans un guide approuvé.

[...]

|   |
|---|
| <p>VI. - Lorsqu'elle n'est pas définie dans un guide approuvé, la période maximale entre les inspections périodiques est laissée à l'initiative de l'exploitant sans être supérieure aux périodes maximales mentionnées au V.[...]</p> <p>CTP des systèmes frigorifiques sous pression du 23/07/2020<br/> Equipements relevant du chapitre B - B.4.1. Périodicité des inspections périodiques<br/> L'intervalle entre deux opérations d'inspection ne peut excéder 48 mois.</p> <p>Equipements relevant du chapitre C - C.3.2 Périodicité des inspections périodiques<br/> Les périodicités mentionnées correspondent à des intervalles maximum à respecter entre deux inspections. Celles-ci prennent en compte la catégorie de l'équipement ou de l'ensemble</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Récipient de catégorie IV : intervalle maximum entre 2 inspections périodiques : 24 mois ;</li> <li>• Récipient de catégorie II ou III : intervalle maximum entre 2 inspections périodiques : 48 mois.</li> </ul> <p>Lorsqu'un système frigorifique comporte plusieurs récipients suivis en exploitation selon le présent chapitre C, la fréquence maximale à prendre en compte est la fréquence correspondant aux récipients suivis selon le présent chapitre C de catégorie la plus élevée. Les récipients du système frigorifique qui relèvent du chapitre B ne sont pas à prendre en compte pour déterminer cette fréquence d'inspection.</p> <p>Equipements relevant du chapitre D (tuyauteries) D.3.1 Périodicité des inspections périodiques<br/> L'intervalle entre 2 inspections ne peut excéder 48 mois.</p> <p><b>Constats :</b><br/> Pour les systèmes frigorifiques sous pression, la liste des équipements sous pression transmise le 17/10/2025 montre le respect de la fréquence des inspections périodiques et des requalifications périodiques.<br/> Les documents consultés par sondage (comptes rendus d'inspections périodiques et attestations de requalification périodique) confirment le respect de ces fréquences.</p> <p><u>Documents consultés</u><br/> - liste des appareils à pression transmise le 29/09/2025 et mise à jour transmise le 17/10/2025</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|---|

**N° 10 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>  |
| <p><b>Constats :</b><br/> Plusieurs plaques d'identification d'équipements sous pression ont été vues par sondage pendant la visite des installations :</p> <p><i>salle air comprimé / atelier</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réservoir d'air CHAUMECA n°142170, 2014, V=1162 l, PS 10 bar, CE0036</li> <li>- réservoir d'air SECIM (code LU 11 AC RES 001), n°184861, V=5000 l, PS 10,5 bar, marquage de la dernière requalification périodique au 28/12/2016</li> <li>- réservoir d'air SECIM (code LU 11 AC RES 002), n°184862, V=5000 l, PS 10,5 bar</li> </ul> <p><i>chaufferie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- générateur de vapeur Parent Industrie de 1987 (timbre 10 bar) : plaque non visible sous calorifuge</li> </ul> <p><i>centrale froid extérieur</i></p> |



- séparateur d'huile ALCO CONTROLS, n°13-F-16405, V=7,82 l, PS 31 bar, CE0036
- bouteille liquide TECNAC, n°RH-1893-14, V=99 l, PS 32 bar, CE0056

#### *centrale profroid en bâtiment au R407A*

- bouteille TECNAC n°DAL-1653-13, V=49 l, PS 20 bar, CE0056 (équipement hors exploitation - cf. point de contrôle n°7)
- bouteille d'huile DENALINE (code LU 09 GF RES 044), n° 59853743/14, 2013, V=8,3 l, PS 32 bar, CE1131
- bouteille TECNAC n°RV-5688-13, V=99 l, PS 32 bar, CE0056

#### *salle des machines ammoniac*

- bouteille d'huile BH11, Pipeworks, n°6902, 2024, V=160 l, PS 20 bar, CE0053, BSERR n°20-037 CTP B
- séparateur d'huile CP2, PBI, n°27282, 2002, V=57 l, PS 25 bar, CE0060
- séparateur d'huile CP4, Chaudronnerie de l'Atlantique, n°11254B, 1979, V=65 l, PS 20 bar
- séparateur d'huile CP1, SECATH, n°1468, 1986, V=55 l, PS 20 bar
- séparateur d'huile CP3, SECATH, n°1459, 1986, V=55 l, PS 20 bar
- bouteille liquide BP11, Pipewoks, équipement en hauteur, plaque en hauteur non lisible depuis le sol

#### *en extérieur :*

- condenseur adiabatique CD11 1 tuyauterie FRITERM n°2024/1259 01 001, 2024, DN80, PS 20 bar, CE0408
- condenseur adiabatique CD11 2 tuyauterie FRITERM n°2024/1259 02 002, 2024, DN80, PS 20 bar, CE0408
- condenseur adiabatique CD12 1 tuyauterie FRITERM n°2024/1259 01 002, 2024, DN80, PS 20 bar, CE0408
- condenseur adiabatique CD12 2 tuyauterie FRITERM n°2024/1259 02 001, 2024, DN80, PS 20 bar, CE0408

#### *galerie technique*

- récipient air comprimé Cordivari (code LU 01 AC RES 039), n°68977, 2008, V=500 l, PS 11 bar, CE0302, dernière requalification périodique 03/01/2019
- récipient air comprimé X.Pauchard (code LU 01 AC RES 040), n°1030901, 2019, V=5000 l, PS 11 bar, CE0036
- récipient air comprimé X.Pauchard (code LU 01 AC RES 041), n°1054901, 2020, V=5000 l, PS 11 bar, CE0036

Les informations figurant sur les plaques sont cohérentes avec les informations de la liste des appareils à pression.

#### Document consulté

- liste des appareils à pression transmise le 29/09/2025 et mise à jour transmise le 17/10/2025

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 11 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

#### **Prescription contrôlée :**

En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".

Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable

|   |
|---|
| jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.   |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite de l'installation, l'inspectrice a constaté le marquage par étiquette n°123263 de la date de dernière requalification périodique (05/2023) du groupe froid n°167552/130/51166, qui coïncide avec la date figurant dans la liste (17/05/2023).<br><br><u>Document consulté</u><br>- liste des appareils à pression transmise le 29/09/2025 et mise à jour transmise le 17/10/2025 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 12 : Attestation de conformité d'intervention**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interventions  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 30<br>I. - L'organisme habilité, dans le cas de l'article 28 du présent arrêté, ou l'exploitant, dans le cas de l'article 29 du présent arrêté, établit, à l'issue des travaux et sur la base des justificatifs qui lui sont éventuellement remis, une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement réparé ou modifié au regard des exigences du présent arrêté.<br><br>II. - Les éléments du dossier d'exploitation mentionné à l'article 6 du présent arrêté sont mis à jour ou complétés par l'exploitant en fonction des travaux réalisés.<br><br>III. - Il est interdit d'exploiter un équipement ayant fait l'objet d'un contrôle après intervention s'il ne dispose pas d'une attestation de conformité valide. [...]  |
| <b>CTP des systèmes frigorifiques sous pression du 23/07/2020</b><br><b>A.6. RÉPARATIONS ET MODIFICATIONS DES EQUIPEMENTS</b><br>Les réparations et modifications des équipements sont réalisées selon le Titre V (interventions) de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 par une personne compétente.<br>Les interventions sur les équipements sous pression sont classées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• non notables : l'exploitant ou son représentant dûment désigné établit une attestation de conformité de l'intervention sur l'équipement au regard des exigences de l'arrêté du 20/11/2017</li> <li>• notables : l'exploitant ou son représentant dûment désigné établit une déclaration de conformité. Un organisme habilité réalise le contrôle après intervention (CAI) et établit une attestation de conformité de l'intervention sur l'équipement au regard des exigences de l'arrêté du 20/11/2017</li> <li>• importantes : l'équipement sous pression est soumis à une nouvelle évaluation de la conformité par un organisme notifié.</li> </ul> La classification de l'intervention est définie sous la responsabilité de l'exploitant [...]. |
| <b>Constats :</b><br>La salle des machines ammoniac a fait l'objet de modifications en 2024-2025 avec le remplacement d'un condenseur évaporatif, l'installation de nouveaux échangeurs et nouvelles tuyauteries.<br>Pendant l'inspection, l'exploitant n'a pas retrouvé la (ou les) attestation(s) de conformité de l'intervention réalisée qui doi(ven)t être présente dans le dossier d'exploitation de l'installation. Il ne l'a pas fourni après l'inspection.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit s'assurer de la conformité de l'intervention réalisée et fournir le (ou les) justificatif(s) associé(s).  |

|   |
|---|
|   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                 |

**N° 13 : Reconnaissance et aptitude du personnel conduite ESP**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 5 I  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements soumis à DMS   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>CTP du 23/07/2020 §A.5.3</p> <p>L'exploitant s'assure que le personnel intervenant a les compétences requises pour la conduite de ses équipements sous pression soumis à DMS, telles que décrites dans l'annexe V (AM 20/11/2017 art.5§I second tiret).</p> <p>La reconnaissance de cette aptitude est formalisée par la signature par l'exploitant soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la liste du personnel reconnu apte à la conduite ;</li> <li>• d'un titre d'aptitude « conduite équipements sous pression » ;</li> <li>• de tout autre document faisant référence à l'article 5§I second tiret de l'arrêté du 20/11/2017.</li> </ul> <p>CTP du 23/07/2020 annexe V 5. Aptitude à la conduite des équipements soumis à DMS</p> <p>La personne apte à la conduite doit connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le fonctionnement d'un système frigorifique ;</li> <li>• les prescriptions de la notice d'instructions du système frigorifique ;</li> <li>• le contenu du dossier d'exploitation ;</li> <li>• les risques pression et les protections associées ;</li> <li>• les risques liés à l'utilisation des fluides frigorigènes et les protections associées ;</li> <li>• les manœuvres à effectuer pour mettre le système frigorifique en sécurité en toutes circonstances.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des installations, au niveau du local chaufferie vapeur, il a été constaté qu'une liste du personnel habilité datée du 21/02/2025 est affichée sur la porte d'entrée au local. 6 personnes ont une habilitation chauffeur et 6 personnes l'habilitation AQI (agent qualifié d'intervention). Il est relevé que trois personnes ont une habilitation AQI échue depuis le 29/06/2025 et deux chauffeurs leur habilitation échue depuis le 01/10/2024 et 28/03/2025.</p> <p>Concernant les installations de réfrigération à l'ammoniac, une liste de 8 personnes MONDELEZ reconnues aptes à la conduite et une liste de 7 personnes de la société frigoriste reconnues aptes à la conduite ont été fournies à l'appui de la déclaration de mise en service n°388948 pour la bouteille BP11 n°6901. Ces listes ne sont pas datées ni signées par l'exploitant.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit améliorer la formalisation de la désignation des personnels aptes à la conduite des équipements sous pression soumis à déclaration de mise en service et contrôle de mise en service. Les justificatifs de cette formalisation sont fournis.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

**N° 14 : Contrôle des accessoires de sécurité**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.<br>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.  |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite des installations, certains accessoires de sécurité ont pu être vus installés mais n'ont pas été identifiés de manière précise (difficulté d'accès et de lecture des numéros) :<br>- sur le récipient d'air comprimé PAUCHARD n°1030901 (PS 11 bar), un accessoire de sécurité de 2024 taré à 10,5 bar, numéro d'identification non lisible,<br>- en lien avec le compresseur CP2, protégeant le séparateur d'huile CP2 n°27282 (PS 25 bar), une des deux soupapes identifiée PSV11 CP02 avec sa plaque indiquant une pression de tarage à 20 bars (CE0094),<br>- en lien avec le compresseur CP4, protégeant le séparateur d'huile CP4 n°11254B (PS 20 bar), une des deux soupapes identifiée PSV11 CP04 avec sa plaque indiquant une pression de tarage à 20 bars (CE0094). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |